L'ABEILLE.

PAR BULLITT, BULLEN & MAGNE.
No 81, rue Chartres.

NOUVELLE-ORLEANS.
SAMEDI MATIN, 9 FEVRIER 1839.

POUR PRESIDENT DES ETATS UNIS,
HENRY CLAY,
Soumis à la décision d'une Convention Nationale

NOMINATION PAR LE GOUVERNEUR.

Mr. Pierre Landreau, Conservateur des Hypothèques, pour la Paroisse et ville de la Nouvelle-Orléans.

Nous avons reçu nos journaux de la Havane jusqu'au 30 Janvier. Ils ne contiennent rien d'intéressant en politique. Nous donnons dans nos colonnes les informations communes.

Nous prenons la liberté de faire remarquer que suivant un avis inséré dans nos colonnes les capitaines des diverses compagnies et les officiers d'état major de la Légion, sont priés de se trouver ce soir à 8 heures à la salle du bal d'Orléans.

Nous appelons particulièrement l'attention des capitalistes sur une vente de magnifiques propriétés immobilières qui doit être faite aujourd'hui à midi à la Bourse de Cité, rue St. Louis, par le ministère de M. Pierre Canes encanteur. Voir les annonces sur le côté extérieur de notre feuille.

EVENEMENTS DE LA MARTINIQUE.

Voici quelques nouveaux détails que nous sommes parvenus à nous procurer sur les désastres de cette malheureuse colonie : quoique venant un peu tard ils n'en seront pas moins intéressants à cause de la vive sympathie et des nombreuses relations d'intérêt qui existent entre les deux populations.

" Le 11 Janvier à 5½ heures du matin les habitans furent réveillés par un affreux tremblement de terre. Jamais la Martinique n'avait éprouvé un choc aussi terrible. Les maisons furent d'abord renversées et brisées, et les malheureux ne tardèrent pas à s'écrouler, excepté celles construites en bois qui, offrant plus de résistance, ne furent qu'endommagées. "—Une lettre particulière du 12 porte :" On ne sait où se loger.

Le gouverneur a fait établir des tentes sur la savanne et les autres places publiques pour y recevoir les familles qui n'ont plus d'asile. Hier pendant toute la journée, et jusqu'à présent on déterre des cadavres qu'on transporte au cimetière à plein tonneaux avec l'escorte du clergé et de la trompe : c'est un spectacle à briser le cœur."

A ces renseignements transmis par une personne se trouvant sur les lieux à sa famille ici, on peut ajouter les suivants recueillis des passagers de la Pauline.

" Le bel hôpital militaire du Fort Royal, tout nouvellement bâti, s'est écroulé, ensevelissant sous ses décombres 200 à 250 personnes, malades ou employés, qui se trouvaient dans l'établissement Sur trente sœurs de charité qui s'y trouvaient, une seule a été sauvée. On est aussi parvenu à sauver deux militaires convalescents : tout le reste a péri. Les bâtimens du trésor on été renversés ainsi que le beau fort St. Louis, placé sur le bord de la mer, et qui avait résisté à tant de secousses de ce genre. La petite ville du Lamentin n'est plus qu'un monceau de ruines : le village la *Case Pilote* n'a conservé, dit-on, que trois maisons debout. La ville de St. Pierre n'a pas moins souffert : le quartier le plus populeux, la grande rue, où se trouvent les plus riches magasins, n'est presque plus habitable. Cependant il n'y a eu dans cette dernière ville que quatres victimes.

Au départ de la Pauline, on ne connaissait pas encore toute l'importance du mal, ni le nombre des victimes au Fort Royal, qu'on estimait de 500 à 600 personnes. Il paraît qu'on portait tous les cadavres retirés des décombres sur la grande Savanne (place d'armes) afin qu'ils pussent s'y être reconnus et réclamés par leurs parents et leurs amis. N'ayant aucune nouvelle de l'intérieur on ne pouvait juger du domage qu'on y avait éprouvé.

Au récit de ces désastres, dont les couleurs seront probablement encore rembrunies par les prochains arrivages, on se sent involontairement saisi d'une profonde émotion: un malheur privé trouve toujours beaucoup d'égoutes indifferents, mais il n'en saurait être de même d'une grande calamité, comme celle de la Martinique, parce que chacun peut voir combien est fragile l'édifice du bonheur qu'on se construit à si grands frais !

Parmi notre ancienne population, il y a d'ailleurs peu de familles qui n'aient des intérêts ou des affections dans cette Martinique, surnommée le Paris des Antilles : et lorsqu'on a à ressindre la mort de parsonnes qui sont chères on ne saurait rester insiffisiblement.

Mais la position des malheureux colons est d'autant plus déplorable qu'il n'y a pour ainsi dire plus de cultures prêtes à se relever et de réparer leurs pertes. C'est comme un coup de manque qui achève un homme déjà terrassé.

Depuis longtemps on sait qu'ils ont eu à lutter contre le pernicieux exemple donné par leurs voisins, les Anglais qui ont émancipé brusquement leurs colonies, et contre la désertion qui en a été la suite; désertion qu'on n'a pu empêcher à cause de la protection qu'elle a reçu et reçoit encore ouvertement à Ste-Lucie des autorités anglaises. (Conduite qui, pour le dire en passant, contraste fort avec celle tenue par les autorités des colonies françaises, qui rendaient toujours les esclaves fugitifs à la première réclamation.) Ils ont eu encore à lutter contre les changements administratifs et contre la tendance de la métropole à marcher vers une émancipation, éloignée sans doute, mais fatale à prévoir. Ils ont eu à lutter surtout contre l'industrie du sucre de betterave, industrie qui menace de les ruiner à elle seule, au moyen des perfectionnemens que la chimie lui prête chaque jour.

Et voici qu'au moment de leur plus grande détresse, les colons sont encore frappés par une de ces calamités imprévues et sans remède devant lesquelles on ne peut que s'humilier.

On doit, après un si grand malheur, espérer que le gouvernement français prendra des mesures convenables pour donner aux colons tous les moyens possibles de réparer du moins en partie, leurs pertes et de les preserver d'une ruine certaine. Leur ajourner leurs beaux jours serait allé au-delà de leurs espérances, et pourtant que de droits ont les colons à la sollicitude du gouvernement et à la sympathie du peuple Français tout entier !

Demain Dimanche, il y aura à la salle d'Orléans, une assemblée générale de tous ceux qui doivent prendre part à la grande mascarade du mardi-gras. On y arrêtera définitivement l'ordre de la marche et celui de la composition du programme. La réunion aura lieu à midi.

Ordre de la marche.

Point de départ : Salle d'Orléans, rue Royale; St. Charles; Julie; Camp; Chartres; Condé, Esplanade, Royale.

Lundi nous entrerons dans de plus amples détails.

CHARLES GENOIS, *Maire de la Nouvelle Orléans* vs.
HENRY LOCKETT, *le Municipalité No. 2, et autres.*
JUGEMENT SUR EXECUTION.

Le maire intente ce procès en sa capacité officielle. Il demande que Mr. Lockett, le Recorder et les aldermen de la seconde municipalité, le contrôleur et le trésorier de la dite municipalité, soient cités; et qu'après les formalités requises, une résolution de la dite municipalité, autorisant l'émission d'un certain billet soit cassée et que ce billet, ou son montant, soit remis au trésorier de la dite municipalité, comme ayant été donné ou payé pour une cause illégale.

La première chose qui frappe l'attention, dans cette cause, est l'anomalie de la position des parties. Le maire paraît vouloir protéger la seconde municipalité contre elle-même. Il pourrait le défendeur d'une obligation de la dite municipalité pour le forcer à résister cette obligation à la dite municipalité; et il poursuit la seconde Municipalité, pour la forcer à remplir l'obligation qu'elle avait émise inconstitutionnelle. Le défendeur de l'obligation contestée au maire, le droit de prendre la défense de la municipalité ; et la municipalité loin de ratifier la mesure du maire, a formellement désapprouvé le procès.

Les faits de cette cause sont en peu de mots, comme suit : Le 15 Novembre 1836, le conseil de la seconde municipalité, autorisa un avocat à employer trois autres membres du barreau, (un desquels était Mr. Lockett,) pour l'assister dans la défense d'un procès que la première municipalité venait alors d'intenter à la seconde municipalité, au sujet de la batture. La résolution fixa le maximum des honoraires à payer à ces avocats suppléants, à la somme de $2500 chacun.

Le 1er. mai 1838, le conseil de la seconde municipalité autorisa le maire, par une résolution, à régler avec M. Lockett et les autres avocats nommés par la résolution du 15 novembre 1836, en billets de la municipalité, à six mois pour le montant de leurs honoraires respectifs, lequel montant avait été fixé par une résolution du conseil du 8 mai 1838 à $2500. Le maire mit son veto sur ces résolutions du 1er et du 8 mai, se fondant sur ce que la section 12 de l'acte d'incorporation de la ville, en 1805, porte que " aucun membre du conseil de ville ne pourra nommé à aucun emploi ou office sous la corporation, qui aura été créé, ou dont les émolumens auront été augmentés par le conseil durant le terme pour lequel l'aura été élu; et que M. Lockett était membre du conseil de la municipalité, No. 2, le 15 novembre 1836, et qu'il était aussi le 1er et le 8 mai 1838. Le conseil persista dans sa résolution à la majorité légale, après le veto du maire, et le maire ayant refusé de signer cette livrer à M. Lockett Pesalre pour les $2,500, en exécution de cette résolution, le conseil passa le 5 juin 1838, une autre résolution, portant que tous les billets à payer et obligations à payer dont l'émission serait autorisée par le conseil, (les bons portant le sceau de la municipalité seuls exceptés,) seraient signés par le trésorier et contresignés par le contrôleur. La même résolution révoque et annulle l'autorité donnée au maire, de signer et démettre des billets ou obligations par lui autorisés et nommés au nom de la seconde municipalité. En conformité de cette résolution, le billet de $2,500, fut émis par le trésorier de la seconde municipalité en faveur de M. Lockett.

D'après ces circonstances il me paraît que le demandeur, comme maire, ne peut soutenir cette demande que dans le cas où il paraîtrait que les pouvoirs et prérogatives attachés légalement à son emploi, ont été enfreints par les résolutions du conseil de la seconde municipalité, autorisant l'émission des billets dont il s'agit, sans la signature du maire.

Car il paraît clair que la question abstraite de la légalité, de la part du conseil, d'employer un de ses membres et de le payer pour des services rendus, considérés séparément de tout ce qui peut toucher aux prérogatives du maire, peut bien être soulevée par M. Génois, en sa qualité d'habitant et contribuable de la 2de municipalité, on par n'importe quelle autre personne ayant un interêt et une responsabilité dans le paiement du billet en question. Mais c'est un point qu'il ne peut agiter avec son caractère officiel, après que son veto a été annulé par une majorité légale du conseil.

Dans cette cause le demandeur se poursuit pas dans sa capacité individuelle, mais bien dans sa capacité officielle et le seul point que j'ai à décider, au sujet de l'exception est de savoir si les droits et privilèges officiels du demandeur ont été violés par les mesures du conseil de la seconde municipalité, relativement au billet de $2500 émis en faveur de M. Lockett.

Le demandeur allègue que la résolution du 5 juin 1831, (dans laquelle le conseil persista nonobstant le veto du maire,) est en opposition à la charte de la ville de la Nouvelle Orléans, ainsi qu'avec toutes les lois généralement cette charte, que l'adoption de cette résolution a violé les droit et les pouvoirs dont le maire est investi de deux manières: premièrement, parce que la signature du maire est nécessaire pour autoriser le trésorier à faire des paiements, d'après la section 10 de l'acte d'incorporation de la ville de 1805, secondement, parce que aucun acte officiel de la municipalité ne peut être valide, s'il ne porte le sceau du maire. Cependant, dans le cas actuel, le sceau de la mairie n'a pas été mis sur le billet donné à M. Lockett, billet qui n'était pas non plus signé par le maire.

La section 10 de l'acte de 1805, porte : que le trésorier de la ville (dont l'emploi fut créé par la section 9 de la même loi,) doit faire tous les paiements pour la ville, sur des ordres ou mandats tirés par le maire, en exécution d'ordres du Conseil de Ville.

L'acte de 1836 qui divise la ville, ayant abolit le Conseil de Ville, et l'emploi du trésorier de la ville, il est évident que la section 10 de l'acte de 1805 ne peut plus être applicable dans sa lettre: examinons si elle l'est dans son esprit à chacune des Municipalités existantes, dans le paiement de leurs obligations respectives. La section 2, et la section 5, de l'acte de mars 1836, decident que les affaires de chaque municipalité seront administrées par un conseil, composé d'un Recorder et d'aldermen élus par les votans légaux de cette municipalité.

La deuxième section, porte de plus, que le maire de la ville exercera les mêmes pouvoirs, dans chacune des dites municipalités qu'il avait auparavant, avec les exceptions qui sont stipulées dans l'acte de division. La neuvième section a le même but.

Maintenant, nous avons vu que parmi les pouvoirs primitifs du maire était celui d'ordonner des ordres, sans lesquels aucun paiement ne pouvait être fait par le trésorier de la ville. Mais l'acte de division, a investi le Conseil de chaque Municipalité de pouvoirs discrétionnaires qui embrassent, dans mon opinion, l'objet de la résolution du Conseil de la Municipalité No. 2, sous la date du 5 juin 1838, et à la quelle on se réfère dans la pétition.

La section 23 de l'acte de division dispose que, chaque municipalité aura un trésor séparé, et un trésorier distinct dont les devoirs seront définis par les conseils respectifs.

La résolution du 5 juin 1838, déclare que, dorénavant, tous billets ou obligations à payer par émission pourra être autorisée par le conseil (les bons portant le sceau de la municipalité seuls exceptés devront être signés et émis par le trésorier, contre) signés par le contrôleur, &c., et que toute l'autorité donnée au maire, jusqu'à présent, de signer et émettre des billets ou obligations, par ou à l'ordre du conseil, est annulée par une majorité légale du conseil.

Dans cette cause le demandeur ne poursuit pas dans sa capacité individuelle, mais bien dans sa capacité officielle et le seul point que j'ai à décider, au sujet de l'exception est de savoir si les droits et privilèges officiels du demandeur ont été violés par les mesures du conseil de la seconde municipalité, relativement au billet de $2500 émis en faveur de M. Lockett.

Le demandeur allègue que la résolution du 5 juin 1831, (dans laquelle le conseil persista nonobstant le veto du maire,) est en opposition à la charte de la ville de la Nouvelle Orléans, ainsi qu'avec toutes les lois généralement cette charte, que l'adoption de cette résolution a violé les droit et les pouvoirs dont le maire est investi de deux manières: premièrement, parce que la signature du maire est nécessaire pour autoriser le trésorier à faire des paiements, d'après la section 10 de l'acte d'incorporation de la ville de 1805, secondement, parce que aucun acte officiel de la municipalité ne peut être valide, s'il ne porte le sceau du maire. Cependant, dans le cas actuel, le sceau de la mairie n'a pas été mis sur le billet donné à M. Lockett, billet qui n'était pas non plus signé par le maire.

La section 10 de l'acte de 1805, porte : que le trésorier de la ville (dont l'emploi fut créé par la section 9 de la même loi,) doit faire tous les paiements pour la ville, sur des ordres ou mandats tirés par le maire, en exécution d'ordres du Conseil de Ville.

L'acte de 1836 qui divise la ville, ayant abolit le Conseil de Ville, et l'emploi du trésorier de la ville, il est évident que la section 10 de l'acte de 1805 ne peut plus être applicable dans sa lettre: examinons si elle l'est dans son esprit à chacune des Municipalités existantes, dans le paiement de leurs obligations respectives. La section 2, et la section 5, de l'acte de mars 1836, decident que les affaires de chaque municipalité seront administrées par un conseil, composé d'un Recorder et d'aldermen élus par les votans légaux de cette municipalité.

La deuxième section, porte de plus, que le maire de la ville exercera les mêmes pouvoirs, dans chacune des dites municipalités qu'il avait auparavant, avec les exceptions qui sont stipulées dans l'acte de division. La neuvième section a le même but.

Maintenant, nous avons vu que parmi les pouvoirs primitifs du maire était celui d'ordonner des ordres, sans lesquels aucun paiement ne pouvait être fait par le trésorier de la ville. Mais l'acte de division, a investi le Conseil de chaque Municipalité de pouvoirs discrétionnaires qui embrassent, dans mon opinion, l'objet de la résolution du Conseil de la Municipalité No. 2, sous la date du 5 juin 1838, et à la quelle on se réfère dans la pétition.

Le jugement de la cour du [illegible] Bureau du Greffier, 26 Janvier 1839.

MESSAGES DU MAIRE.
(SUITE.)

C.

A Monsieur le Président et les Membres du Conseil de la Seconde Municipalité.

Messieurs,

J'ai examiné avec un soin scrupuleux une série de résolutions adoptées dans votre dernière séance, ayant pour objet de censurer un bill présenté récemment au Sénat de notre Législature, par le sénateur de la paroisse d'Orléans. Si le conseil se fût borné à une simple manifestation d'opinion, pour prouver qu'il ne partageait pas cette opinion, je n'aurais pas cru devoir mettre mon veto sur l'utilité des changemens à faire à l'acte de division du 8 mars 1836, je ne vous en entretiendrais pas ici, quelque soit d'ailleurs le jugement que j'ai dû porter sur ce sujet. Mais le but ostensible de cette démarche, le but clairement énoncé, et qui résulte évidemment de l'invitation faite aux membres de plusieurs certaines documens à la Législature, étant d'influencer l'opinion de ce corps, dont une branche s'est déjà prononcée en faveur du bill dont il s'agit, et les faits sur lesquels reposent les principales dispositions de votre résolution me paraissant de fausses points erronés, tant à l'égard de la justice de la lettre des lois actuelles, qu'à l'égard du bill lui-même, je croirais manquer à la franchise de mes devoirs en ne renvoyant pas cette résolution à un nouvel examen du conseil, et en m'abstenant de relever les nombreuses erreurs qui s'y sont glissées. Telest donc le but de la présente communication.

Je ne m'arrêterai pas à discuter M. Mas du reproche d'avoir agi de son propre mouvement et sans être sollicité soit par ses constituans, soit par les conseils municipaux; les faits prouveront assez ce qu'il y a de fondé ou non dans cette allégation; et M. Hess n'a jamais été embarrassé de répondre compte d'un acte dont il confiance de ses constituans ou à l'opinion. Je le laisse donc justifier sa conduite, et je passe à l'examen de la résolution du conseil qui, présumant que l'honorable sénateur a été parti à demander l'adoption du bill présenté par lui au Sénat, pour la raison que vous avez rédigé dernièrement le contrôleur du trésor, qui avait été destitué par le maire, aussi de justifier sinon cette rédaction.

"Résolu que dans l'opinion du conseil, la destitution de John Calhoun, de la place de contrôleur du trésor de la seconde municipalité, autorisé par le Maire de la ville, passe que telle destitution ne pouvait être légale, parce que telle destitution n'était pas faite pour l'une des causes énoncées dans l'acte de l'incorporation de la ville de 1805, et secondement, parce que aucun acte officiel de la municipalité ne peut être valide, s'il ne porte le sceau du maire. Cependant, dans le cas actuel, le sceau de la mairie n'a pas été mis sur le billet donné à M. Lockett, billet qui n'était pas non plus signé par le maire.

La section 10 de l'acte de 1805, porte : que le trésorier de la ville (dont l'emploi fut créé par la section 9 de la même loi,) doit faire tous les paiements pour la ville, sur des ordres ou mandats tirés par le maire, en exécution d'ordres du Conseil de Ville.

L'acte de 1836 qui divise la ville, ayant abolit le Conseil de Ville, et l'emploi du trésorier de la ville, il est évident que la section 10 de l'acte de 1805 ne peut plus être applicable dans sa lettre: examinons si elle l'est dans son esprit à chacune des Municipalités existantes, dans le paiement de leurs obligations respectives. La section 2, et la section 5, de l'acte de mars 1836, decident que les affaires de chaque municipalité seront administrées par un conseil, composé d'un Recorder et d'aldermen élus par les votans légaux de cette municipalité.

La deuxième section, porte de plus, que le maire de la ville exercera les mêmes pouvoirs, dans chacune des dites municipalités qu'il avait auparavant, avec les exceptions qui sont stipulées dans l'acte de division. La neuvième section a le même but.

Maintenant, nous avons vu que parmi les pouvoirs primitifs du maire était celui d'ordonner des ordres, sans lesquels aucun paiement ne pouvait être fait par le trésorier de la ville. Mais l'acte de division, a investi le Conseil de chaque Municipalité de pouvoirs discrétionnaires qui embrassent, dans mon opinion, l'objet de la résolution du Conseil de la Municipalité No. 2, sous la date du 5 juin 1838, et à la quelle on se réfère dans la pétition.

Le jugement de la cour du [illegible] Bureau du Greffier, 26 Janvier 1839.

MARDI GRAS.

Demain Dimanche, il y aura à la salle d'Orléans, une assemblée générale de tous ceux qui doivent prendre part à la grande mascarade du mardi-gras. On y arrêtera définitivement l'ordre de la marche et celui de la composition du programme. La réunion aura lieu à midi.

Ordre de la marche.

Point de départ : Salle d'Orléans, rue Royale; St. Charles; Julie; Camp; Chartres; Condé, Esplanade, Royale.

Lundi nous entrerons dans de plus amples détails.

CHARLES GENOIS, *Maire de la Nouvelle Orléans* vs.
HENRY LOCKETT, *le Municipalité No. 2, et autres.*
JUGEMENT SUR EXECUTION.

Le maire intente ce procès en sa capacité officielle. Il demande que Mr. Lockett, le Recorder et les aldermen de la seconde municipalité, le contrôleur et le trésorier de la dite municipalité, soient cités; et qu'après les formalités requises, une résolution de la dite municipalité, autorisant l'émission d'un certain billet soit cassée et que ce billet, ou son montant, soit remis au trésorier de la dite municipalité, comme ayant été donné ou payé pour une cause illégale.

La première chose qui frappe l'attention, dans cette cause, est l'anomalie de la position des parties. Le maire paraît vouloir protéger la seconde municipalité contre elle-même. Il poursuit le défendeur d'une obligation de la 2de municipalité pour le forcer à résister cette obligation à la 2de municipalité; et il poursuit la seconde Municipalité, pour la forcer à remplir l'obligation qu'elle avait émise inconstitutionnelle. Le défendeur de l'obligation contestée au maire, le droit de prendre la défense de la municipalité ; et la municipalité loin de ratifier la mesure du maire, a formellement désapprouvé le procès.

Les faits de cette cause sont en peu de mots, comme suit : Le 15 Novembre 1836, le conseil de la seconde municipalité, autorisa un avocat à employer trois autres membres du barreau, (un desquels était Mr. Lockett,) pour l'assister dans la défense d'un procès que la première municipalité venait alors d'intenter à la seconde municipalité, au sujet de la batture. La résolution fixa le maximum des honoraires à payer à ces avocats suppléants, à la somme de $2500 chacun.

Le 1er. mai 1838, le conseil de la seconde municipalité autorisa le maire, par une résolution, à régler avec M. Lockett et les autres avocats nommés par la résolution du 15 novembre 1836, en billets de la municipalité, à six mois pour le montant de leurs honoraires respectifs, lequel montant avait été fixé par une résolution du conseil du 8 mai 1838 à $2500. Le maire mit son veto sur ces résolutions du 1er et du 8 mai, se fondant sur ce que la section 12 de l'acte d'incorporation de la ville, en 1805, porte que " aucun membre du conseil de ville ne pourra nommé à aucun emploi ou office sous la corporation, qui aura été créé, ou dont les émolumens auront été augmentés par le conseil durant le terme pour lequel l'aura été élu; et que M. Lockett était membre du conseil de la municipalité, No. 2, le 15 novembre 1836, et qu'il était aussi le 1er et le 8 mai 1838. Le conseil persista dans sa résolution à la majorité légale, après le veto du maire, et le maire ayant refusé de signer cette livrer à M. Lockett Pesalre pour les $2,500, en exécution de cette résolution, le conseil passa le 5 juin 1838, une autre résolution, portant que tous les billets à payer et obligations à payer dont l'émission serait autorisée par le conseil, (les bons portant le sceau de la municipalité seuls exceptés,) seraient signés par le trésorier et contresignés par le contrôleur. La même résolution révoque et annulle l'autorité donnée au maire, de signer et démettre des billets ou obligations par lui autorisés et nommés au nom de la seconde municipalité. En conformité de cette résolution, le billet de $2,500, fut émis par le trésorier de la seconde municipalité en faveur de M. Lockett.

D'après ces circonstances il me paraît que le demandeur, comme maire, ne peut soutenir cette demande que dans le cas où il paraîtrait que les pouvoirs et prérogatives attachés légalement à son emploi, ont été enfreints par les résolutions du conseil de la seconde municipalité, autorisant l'émission des billets dont il s'agit, sans la signature du maire.

Car il paraît clair que la question abstraite de la légalité, de la part du conseil, d'employer un de ses membres et de le payer pour des services rendus, considérés séparément de tout ce qui peut toucher aux prérogatives du maire, peut bien être soulevée par M. Génois, en sa qualité d'habitant et contribuable de la 2de municipalité, ou par n'importe quelle autre personne ayant un interêt et une responsabilité dans le paiement du billet en question. Mais c'est un point qu'il ne peut agiter avec son caractère officiel, après que son veto a été annulé par une majorité légale du conseil.

Dans cette cause le demandeur se poursuit pas dans sa capacité individuelle, mais bien dans sa capacité officielle et le seul point que j'ai à décider, au sujet de l'exception est de savoir si les droits et privilèges officiels du demandeur ont été violés par les mesures du conseil de la seconde municipalité, relativement au billet de $2500 émis en faveur de M. Lockett.

Le demandeur allègue que la résolution du 5 juin 1831, (dans laquelle le conseil persista nonobstant le veto du maire,) est en opposition à la charte de la ville de la Nouvelle Orléans, ainsi qu'avec toutes les lois généralement cette charte, que l'adoption de cette résolution a violé les droit et les pouvoirs dont le maire est investi de deux manières: premièrement, parce que la signature du maire est nécessaire pour autoriser le trésorier à faire des paiements, d'après la section 10 de l'acte d'incorporation de la ville de 1805, secondement, parce que aucun acte officiel de la municipalité ne peut être valide, s'il ne porte le sceau du maire. Cependant, dans le cas actuel, le sceau de la mairie n'a pas été mis sur le billet donné à M. Lockett, billet qui n'était pas non plus signé par le maire.

La section 10 de l'acte de 1805, porte : que le trésorier de la ville (dont l'emploi fut créé par la section 9 de la même loi,) doit faire tous les paiements pour la ville, sur des ordres ou mandats tirés par le maire, en exécution d'ordres du Conseil de Ville.

L'acte de 1836 qui divise la ville, ayant abolit le Conseil de Ville, et l'emploi du trésorier de la ville, il est évident que la section 10 de l'acte de 1805 ne peut plus être applicable dans sa lettre: examinons si elle l'est dans son esprit à chacune des Municipalités existantes, dans le paiement de leurs obligations respectives. La section 2, et la section 5, de l'acte de mars 1836, decident que les affaires de chaque municipalité seront administrées par un conseil, composé d'un Recorder et d'aldermen élus par les votans légaux de cette municipalité.

La deuxième section, porte de plus, que le maire de la ville exercera les mêmes pouvoirs, dans chacune des dites municipalités qu'il avait auparavant, avec les exceptions qui sont stipulées dans l'acte de division. La neuvième section a le même but.

Maintenant, nous avons vu que parmi les pouvoirs primitifs du maire était celui d'ordonner des ordres, sans lesquels aucun paiement ne pouvait être fait par le trésorier de la ville. Mais l'acte de division, a investi le Conseil de chaque Municipalité de pouvoirs discrétionnaires qui embrassent, dans mon opinion, l'objet de la résolution du Conseil de la Municipalité No. 2, sous la date du 5 juin 1838, et à la quelle on se réfère dans la pétition.

Le jugement de la cour du [illegible] Bureau du Greffier, 26 Janvier 1839.

MESSAGES DU MAIRE.
(SUITE.)

C.

A Monsieur le Président et les Membres du Conseil de la Seconde Municipalité.

Messieurs,

J'ai examiné avec un soin scrupuleux une série de résolutions adoptées dans votre dernière séance, ayant pour objet de censurer un bill présenté récemment au Sénat de notre Législature, par le sénateur de la paroisse d'Orléans. Si le conseil se fût borné à une simple manifestation d'opinion, pour prouver qu'il ne partageait pas cette opinion, je n'aurais pas cru devoir mettre mon veto sur l'utilité des changemens à faire à l'acte de division du 8 mars 1836, je ne vous en entretiendrais pas ici, quelque soit d'ailleurs le jugement que j'ai dû porter sur ce sujet. Mais le but ostensible de cette démarche, le but clairement énoncé, et qui résulte évidemment de l'invitation faite aux membres de plusieurs certaines documens à la Législature, étant d'influencer l'opinion de ce corps, dont une branche s'est déjà prononcée en faveur du bill dont il s'agit, et les faits sur lesquels reposent les principales dispositions de votre résolution me paraissant de fausses points erronés, tant à l'égard de la justice de la lettre des lois actuelles, qu'à l'égard du bill lui-même, je croirais manquer à la franchise de mes devoirs en ne renvoyant pas cette résolution à un nouvel examen du conseil, et en m'abstenant de relever les nombreuses erreurs qui s'y sont glissées. Telest donc le but de la présente communication.

Je ne m'arrêterai pas à discuter M. Mas du reproche d'avoir agi de son propre mouvement et sans être sollicité soit par ses constituans, soit par les conseils municipaux; les faits prouveront assez ce qu'il y a de fondé ou non dans cette allégation; et M. Hess n'a jamais été embarrassé de répondre compte d'un acte dont il confiance de ses constituans ou à l'opinion. Je le laisse donc justifier sa conduite, et je passe à l'examen de la résolution du conseil qui, présumant que l'honorable sénateur a été parti à demander l'adoption du bill présenté par lui au Sénat, pour la raison que vous avez rédigé dernièrement le contrôleur du trésor, qui avait été destitué par le maire, aussi de justifier sinon cette rédaction.

"Résolu que dans l'opinion du conseil, la destitution de John Calhoun, de la place de contrôleur du trésor de la seconde municipalité, autorisé par le Maire de la ville, passe que telle destitution ne pouvait être légale, parce que telle destitution n'était pas faite pour l'une des causes énoncées dans l'acte de l'incorporation de la ville de 1805, et secondement, parce que aucun acte officiel de la municipalité ne peut être valide, s'il ne porte le sceau du maire. Cependant, dans le cas actuel, le sceau de la mairie n'a pas été mis sur le billet donné à M. Lockett, billet qui n'était pas non plus signé par le maire.

La section 10 de l'acte de 1805, porte : que le trésorier de la ville (dont l'emploi fut créé par la section 9 de la même loi,) doit faire tous les paiements pour la ville, sur des ordres ou mandats tirés par le maire, en exécution d'ordres du Conseil de Ville.

L'acte de 1836 qui divise la ville, ayant abolit le Conseil de Ville, et l'emploi du trésorier de la ville, il est évident que la section 10 de l'acte de 1805 ne peut plus être applicable dans sa lettre: examinons si elle l'est dans son esprit à chacune des Municipalités existantes, dans le paiement de leurs obligations respectives. La section 2, et la section 5, de l'acte de mars 1836, decident que les affaires de chaque municipalité seront administrées par un conseil, composé d'un Recorder et d'aldermen élus par les votans légaux de cette municipalité.

La deuxième section, porte de plus, que le maire de la ville exercera les mêmes pouvoirs, dans chacune des dites municipalités qu'il avait auparavant, avec les exceptions qui sont stipulées dans l'acte de division. La neuvième section a le même but.

Maintenant, nous avons vu que parmi les pouvoirs primitifs du maire était celui d'ordonner des ordres, sans lesquels aucun paiement ne pouvait être fait par le trésorier de la ville. Mais l'acte de division, a investi le Conseil de chaque Municipalité de pouvoirs discrétionnaires qui embrassent, dans mon opinion, l'objet de la résolution du Conseil de la Municipalité No. 2, sous la date du 5 juin 1838, et à la quelle on se réfère dans la pétition.

Le jugement de la cour du [illegible] Bureau du Greffier, 26 Janvier 1839.

LEGISLATURE

Rapporté pour l'Abeille

SENAT.

La séance d'hier a été presque entièrement occupée par l'acte de M Hoa, pour l'augmentation du nombre des juges de la cour suprême. Déjà ce projet avait subi deux renvois, fondés en grande partie sur la présomption qui s'est depuis changée en certitude, que deux des juges avaient l'intention de se démettre de leurs charges.

Le même sénateur, sur la motion duquel les deux premiers renvois avaient été ordonnés à encore fait hier une tentative du même genre, quoique basée sur des motifs différens. Il a présenté des résolutions à l'effet de renvoyer ledit acte pardevant le comité judiciaire, avec charge de s'enquérir de la constitutionnalité qu'il pourrait y avoir de reorganiser la cour suprême. L'intention de l'honorable sénateur était d'enlever à cette cour le pouvoir de prononcer sur les points *de fait* et de ne lui réserver que les points *de droit*.

La résolution a été suivie d'un amendement ayant pour but d'étendre la juridiction de la cour suprême aux affaires criminelles. La resolution et l'amendement ont été vivement combattus par M. Hoa, M. Derbigny et M. Ducros, et tout aussi chaleureusement soutenus par MM Downs et Hiriart. La discussion sur la question préalable a duré toute la séance, et elle n'est pas terminée encore. Les deux partis ne voulant céder un pouce de terrain, il fallut avoir recours à l'appel nominal, qui, grâce au vote du président, décida le rejet des résolutions et de l'amendement.

On mit alors aux voix la 1re section du projet original, qui fut adoptée de la même manière et par le même nombre de voix, 8 contre 6.

Le sénat ensuite s'ajourna à lundi.

CHAMBRE DES REPRESENTANTS.

M. Phelps présente quelques pétitions d'une partie des habitans de la paroisse de Catahoula contre la division de cette paroisse en plusieurs autres paroisses. Renvoyé à un comité spécial composé de MM. Phelps, Patton et Holmes.

M. Gaiennié fit le rapport du comité des deux chambres réunies, nommé pour examiner les comptes du trésor de l'Etat.

Les membres du comité dans ce rapport louent la précision et l'ordre des affaires de ce département; le rapport est adopté et l'impression en est ordonnée.

Après quoi M. Gaiennié prévient la Chambre qu'il présentera sous peu un projet de loi pour autoriser le gouverneur à contracter des emprunts en certains cas.

M. Preston présente un bill pour étendre la juridiction de la Cour de Paroisse de Jefferson; ainsi qu'un autre bill pour la nomination d'un contrôleur à East-Feliciana et pour en déterminant les devoirs.

M. Patton présente un bill pour autoriser les jurés de la paroisse de Carroll et de Madison à tirer au sort Président une personne appartenant à leur corps.

M. Claiborne présente un bill pour incorporer la compagnie du canal Bienvenu.

Morse du qu'il présente sous peu un bill pour incorporer la ville de Shreveport, et changer la cause et le domicile du siège de la cour de justice [illegible] nommé aux frais de Caddo,

L'Orateur présente [illegible] présentée que le jugement qui prédemande [illegible] est une copie conforme à l'original des registres du bureau du greffier de cette cour.

Bureau du Greffier, 26 Janvier 1839. P. LE BLANC, Dép. Greffier.

MESSAGES DU MAIRE.
(SUITE.)

C.

A Monsieur le Président et les Membres du Conseil de la Seconde Municipalité.

Messieurs,

J'ai examiné avec un soin scrupuleux une série de résolutions adoptées dans votre dernière séance, ayant pour objet de censurer un bill présenté récemment au Sénat de notre Législature, par le sénateur de la paroisse d'Orléans. Si le conseil se fût borné à une simple manifestation d'opinion, pour prouver qu'il ne partageait pas cette opinion, je n'aurais pas cru devoir mettre mon veto sur l'utilité des changemens à faire à l'acte de division du 8 mars 1836, je ne vous en entretiendrais pas ici, quelque soit d'ailleurs le jugement que j'ai dû porter sur ce sujet. Mais le but ostensible de cette démarche, le but clairement énoncé, et qui résulte évidemment de l'invitation faite aux membres de plusieurs certaines documens à la Législature, étant d'influencer l'opinion de ce corps, dont une branche s'est déjà prononcée en faveur du bill dont il s'agit, et les faits sur lesquels reposent les principales dispositions de votre résolution me paraissant de fausses points erronés, tant à l'égard de la justice de la lettre des lois actuelles, qu'à l'égard du bill lui-même, je croirais manquer à la franchise de mes devoirs en ne renvoyant pas cette résolution à un nouvel examen du conseil, et en m'abstenant de relever les nombreuses erreurs qui s'y sont glissées. Telest donc le but de la présente communication.

Je ne m'arrêterai pas à discuter M. Mas du reproche d'avoir agi de son propre mouvement et sans être sollicité soit par ses constituans, soit par les conseils municipaux; les faits prouveront assez ce qu'il y a de fondé ou non dans cette allégation; et M. Hess n'a jamais été embarrassé de répondre compte d'un acte dont il confiance de ses constituans ou à l'opinion. Je le laisse donc justifier sa conduite, et je passe à l'examen de la résolution du conseil qui, présumant que l'honorable sénateur a été parti à demander l'adoption du bill présenté par lui au Sénat, pour la raison que vous avez rédigé dernièrement le contrôleur du trésor, qui avait été destitué par le maire, aussi de justifier sinon cette rédaction.

"Résolu que dans l'opinion du conseil, la destitution de John Calhoun, de la place de contrôleur du trésor de la seconde municipalité, autorisé par le Maire de la ville, passe que telle destitution ne pouvait être légale, parce que telle destitution n'était pas faite pour l'une des causes énoncées dans l'acte de l'incorporation de la ville de 1805, et secondement, parce que aucun acte officiel de la municipalité ne peut être valide, s'il ne porte le sceau du maire. Cependant, dans le cas actuel, le sceau de la mairie n'a pas été mis sur le billet donné à M. Lockett, billet qui n'était pas non plus signé par le maire.

La section 10 de l'acte de 1805, porte : que le trésorier de la ville (dont l'emploi fut créé par la section 9 de la même loi,) doit faire tous les paiements pour la ville, sur des ordres ou mandats tirés par le maire, en exécution d'ordres du Conseil de Ville.

L'acte de 1836 qui divise la ville, ayant abolit le Conseil de Ville, et l'emploi du trésorier de la ville, il est évident que la section 10 de l'acte